



## PERMIS DE STATIONNEMENT

ARRETE INDIVIDUEL N°270\_AM\_2024

PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT DELIVRE A MONSIEUR MELIA  
MICHEL DANS LE CADRE D'UN DEMENAGEMENT

### LE MAIRE DE LA COMMUNE DE JOUQUES,

**VU** les articles L.2212-1 et suivants et L.2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les articles L.113-2, L.116-2 et R.116-2 du Code de la Voirie Routière ;

**VU** les articles R.411-1 et R.411-26 et R.417-10 du Code de la Route ;

**VU** la demande formulée le 20 novembre 2024 par Monsieur MELIA Michel demeurant 129 rue Grande 13490 Jouques, qui sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public dans le cadre d'un déménagement au 162 rue Grande 13490 Jouques;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité publique;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de réglementer le stationnement et la circulation en agglomération ;

### ARRETE

#### Article 1

Monsieur MELIA Michel est autorisé à occuper le domaine public pour procéder au déménagement des biens au 162 rue Grande 13490 Jouques, et **veillera à préserver les droits des tiers et à la libre circulation des riverains et des services de secours.**

#### Article 2

**Les stationnement avec 1 véhicule de location de 20m3 au droit du 162 rue Grande 13490 Jouques sera autorisé dans le cadre du déménagement le 30 novembre 2024 de 10h00 à 13h00.**

#### Article 3

**Le bénéficiaire** de la présente autorisation **devra mettre en place la signalisation** relative à l'interdiction de stationner de tout autre véhicule **au moins 7 jours** avant la date mentionnée.

#### Article 4

Le bénéficiaire sera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter de cette opération et tenu de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. Dans l'hypothèse où la parcelle occupée ne serait pas restituée dans son état initial, la remise en état serait exécutée par l'administration communale aux frais du permissionnaire.

#### Article 5

Monsieur MELIA Michel devra s'acquitter du droit de place de 25 euros, conformément à la délibération n° 10\_DEL\_2022 du 17 février 2022. Cette somme est due sauf en cas d'annulation, 48 h avant la date demandée, par mail à l'adresse : pm@jouques.fr

#### Article 6

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. La verbalisation d'une infraction n'est pas exclusive d'une mise en fourrière du véhicule.

#### Article 7

Le Directeur Général des Services, la Brigade de Gendarmerie de Peyrolles-en-Provence et la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, affiché conformément à la réglementation en vigueur et notifié à Monsieur MELIA Michel.

**Article 8**

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le Tribunal de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, et ce, dans les deux mois à partir de sa publication ou de manière matérialisée, par le biais de l'application « Télérecours-citoyen », accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Jouques le 21/11/2024

**Le Maire,  
Eric GARCIN**

